

De l'urgence de renouveler le syndicalisme étudiant

L'éducation, et ainsi l'enseignement supérieur, constitue un pilier central de notre société. Pourtant celui-ci est dans un état déplorable. Nos universités censées permettre à chaque jeune, quelle que soit son origine sociale son genre ou identité de genre, sa couleur de peau ou encore son orientation sexuelle, de se former et de s'émanciper continuent de reproduire les inégalités. Seul·e·s 7% des étudiant·e·s en master sont enfant d'ouvrier·e·s. Si nos universités se sont un temps massifiées, nous constatons depuis de trop nombreuses années que l'ascenseur social est en panne. Pire, la politique mise en œuvre par le gouvernement actuel ne fait qu'alimenter cette crise de l'élévation sociale. En rupture avec l'objectif même de notre enseignement supérieur, Emmanuel Macron ne cesse de fermer progressivement les portes de nos établissements sans jamais répondre aux véritables enjeux auxquels nos universités sont confrontées (manque de budget, refonte nécessaire de nos pédagogies, concurrence entre des établissements censés avoir un seul et même objectif : former les générations de demain). A l'inverse, il fait des étudiant·e·s la variable d'ajustement d'une politique néfaste pour nos universités et notre société.

A l'heure où beaucoup remettent en cause le rôle des organisations syndicales, je suis convaincue qu'elles restent le meilleur outil pour organiser les populations qu'elles représentent. En effet, à l'heure où les jeunes sont taxés d'individualisme exacerbé, ne s'engageraient pas assez d'après certain·e·s, de manière trop extrême d'après d'autres, seul un syndicat à leur image peut capter ces nouvelles formes d'engagement. **A l'heure où les étudiant·e·s voient leurs droits s'amenuiser et la précarité étudiante progresser et face à un gouvernement qui a tourné le dos à la démocratisation de l'enseignement supérieur sans l'assumer et qui refuse d'écouter toute contestation, le meilleur outil pour faire avancer et défendre nos droits, c'est un syndicat étudiant fort qui rassemble autour d'un projet.**

Le syndicalisme étudiant est en pleine évolution. Nous devons nous demander : quel type de syndicalisme pour agir au mieux ? Quelles instances démocratiques ? Quelle place à chacun·e en son sein ? L'UNEF a traversé de nombreuses périodes difficiles, elle est affaiblie par sa place de deuxième organisation étudiante et ses crises internes. Dans ce contexte certain·e·s font le choix d'abandonner et de morceler le mouvement étudiant en imaginant qu'un nouvel organe résoudra tout. Pourtant le morcellement est la pire des solutions. Une nouvelle organisation ne change rien si nous ne faisons pas évoluer nos pratiques. **Si certain·e·s préfère jeter l'éponge et se rassurer derrière l'artefact de la nouveauté, je me refuse à accepter la prétendue fatalité d'une fuite en avant, à accepter qu'il faille être toujours plus radical pour se faire entendre, à accepter la résignation et l'action individuelle comme seules issues face au gouvernement.** Je refuse de renier la bannière syndicale, outil historique de lutte pour nos droits. Je suis à l'inverse convaincue que nous devons le reconstruire, le faire avancer.

Pour reconstruire le syndicalisme étudiant, nous devons nous appuyer sur un syndicat qui a des bases solides. La première : celle de n'avoir qu'une boussole, l'intérêt des étudiant·e·s, qu'un seul propriétaire, ses adhérent·e·s. L'UNEF doit s'appuyer sur ses fondations, ce qui fait sa force, c'est-à-dire, **un projet** : garantir l'accès et la réussite de tou·te·s dans les études supérieures quel que soit les déterminismes sociaux qui nous touchent et permettre l'émancipation de chacun·e, **une volonté** : rassembler les étudiant·e·s derrière ce projet, **et une démarche** : utiliser tous les outils pour nous faire entendre (aussi bien la mobilisation que notre place dans les instances).

D'après certain·e·s, nous devrions renier ces mêmes fondations. Nous ne devrions plus être la « maison commune de tou·te·s les étudiant·e·s » et ainsi nous adresser qu'à certain·e·s d'entre nous.

Au contraire, je dis que c'est la seule issue. Notre condition sociale, nos aspirations nous unissent, ne laissons pas les divisions s'installer ! Acceptons les débats internes tant que ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise ! Ce qui fait la force de l'UNEF, c'est aussi notre capacité à nous saisir de tous les cadres pour nous faire entendre (aussi bien de la mobilisation que de notre place dans les instances et ainsi des élections) et notre indépendance vis-à-vis des partis politiques, des syndicats professionnels, de l'administration. Ces éléments sont la clef de voute d'un syndicat qui n'appartient qu'à ses adhérent·e·s.

Au-delà de nos fondations, reconstruire le syndicalisme étudiant passe également par regarder vers l'avenir. Nous devons nous poser les bonnes questions pour trouver les bonnes réponses. Notre défi est celui de redonner envie aux étudiant·e·s de s'engager dans le syndicalisme et de donner leur avis sur ce qui se passe dans leurs universités, nous devons redonner confiance dans l'efficacité et la force que nous avons quand nous agissons tou·te·s ensemble. Il devient essentiel de démontrer l'utilité concrète de l'action syndicale, de permettre à tou·te·s les étudiant·e·s de se saisir du syndicat pour défendre leurs droits, d'adapter nos modes d'actions aux enjeux actuels et de répondre à l'envie croissante de démocratie dans l'ensemble des pans de notre société. Voilà les défis que nous avons à relever !

Faire avancer les droits des étudiant·e·s, lutter contre la précarité et pour l'accès de tou·te·s aux études supérieur, lutter pour une société et un enseignement supérieur qui s'engage pour la transition écologique, lutter contre les discriminations doit passer par ces réflexions si nous voulons être efficace. Ces questions transcendent l'ensemble du mouvement social et nous n'avons pas la prétention d'y répondre seul·e·s. C'est un processus long et un travail que nous avons engagé depuis longtemps et auquel chacun·e doit pouvoir participer. Le congrès de l'UNEF qui aura lieu en décembre doit nous permettre d'apporter certaines réponses, de repenser nos pratiques syndicales et de permettre à tou·te·s les étudiant·e·s qui le souhaitent d'avoir voix au chapitre. Dans cet objectif nous permettrons à chaque militant·e·s, adhérent·e·s, étudiant·e·s membres de l'UNEF ou non de s'exprimer sur la feuille de route que doit avoir l'UNEF pendant les deux prochaines années dans le cadre de notre congrès.

Les enjeux sont nombreux. Nous sommes dans une période charnières, nous ne pouvons laisser le gouvernement détricoter nos droits, nos universités se dégrader, leurs portes se refermer et continuer à regarder celles-ci passer à côté de l'enjeu essentiel qu'est la transition écologique. **C'est notre quotidien et notre droit à l'avenir qui sont en jeu : ce combat est celui de tou·te·s les étudiant·e·s !**

Mélanie Luce, Présidente de l'UNEF